

L'obstacle des jeunes enfants

CONSEIL FÉDÉRAL Les socialistes souhaitent qu'une jeune maman succède à Simonetta Sommaruga.

Cherche femme jeune, idéalement avec enfants, c'est l'annonce qu'aurait pu diffuser la direction du Parti socialiste après la démission de Simonetta Sommaruga. Parmi les prétendantes potentielles qui doivent encore se prononcer, deux Bernoises ont le profil parfait: la conseillère nationale Flavia Wasserfallen et la ministre Evi Allemann: elles ont moins de cinquante ans et sont mamans d'enfants scolarisés. Alors qu'Eva Herzog devrait annoncer sa candidature aujourd'hui, Flavia Wasserfallen semble plus que jamais figurer parmi les favorites de son parti. Elle a trois enfants dont le plus jeune a 6 ans. Jusqu'à son élection au Conseil national, elle et son partenaire se partageaient la garde des enfants. Elle avait alors déclaré: «Il assume à présent plus de tâches. La conciliation est nécessaire pour de nombreuses familles.»

«Une machine qui ne s'arrête jamais»

Reste que pour beaucoup, la fonction de ministre en Suisse semble encore difficilement compatible avec une parentalité récente. Comme d'autres femmes de son parti, la conseillère nationale Diana Gutjahr (UDC/TG) a renoncé à postuler à la succession d'Ueli Maurer «pour des raisons familiales». «Quand on est au Conseil fédéral, on doit accepter de travailler à 200%, tous les jours, et de faire passer son mandat

avant tout, même son petit bébé», souligne la maman d'un garçon de dix mois.

Pour la trentenaire, chacun est libre de choisir le modèle familial qui lui convient. «Mais personnellement, je n'ai aucune envie de déposer mon fils à la crèche le matin et le reprendre le soir. En ce moment, je peux voir les progrès qu'il fait chaque jour. Ce temps partagé avec son enfant, une fois qu'il est passé, on ne peut pas le récupérer.»

Alors père d'adolescents encore mineurs Didier Burkhalter avait longuement hésité avant de briguer le Conseil fédéral. Son ancien collaborateur personnel Damien Cottier a pu observer les exigences de la fonction. «C'est une vie passionnante et intense mais elle implique aussi beaucoup de renoncements et de sacrifices», relève le conseiller national libéral-radical. «Pour les conseillers fédéraux, la machine ne s'arrête jamais. Ils ont des dossiers à étudier, des décisions à prendre, ils sont constamment sollicités, ils subissent beaucoup de pressions de l'extérieur, et ils ne peuvent presque jamais sortir de leur rôle.»

Le Neuchâtelois a constaté aussi que, même lorsque les conseillers fédéraux parviennent à se ménager du temps libre, leur disponibilité mentale reste accaparée par leurs responsabilités: «Il est très compliqué de concilier ce travail avec une vie de famille, pour les hommes



Mère de trois enfants, la conseillère nationale Flavia Wasserfallen dira bientôt si elle compte se présenter à la succession de Simonetta Sommaruga ou pas. KEYSTONE

comme pour les femmes. C'est un vrai défi.» Un sénateur conservateur va même plus loin. A ses yeux, il est impossible d'être «à la fois de bons ministres pour le pays et de bons parents pour de jeunes enfants». Pour lui, la fonction implique une souffrance que la plupart des gens ne voient simplement pas: «Même dans les communes et les cantons, les membres des exécutifs que je connais affrontent souvent des difficultés familiales.»

Changer le profil des conseillers fédéraux

«Tout est possible», estime au contraire une élue de gauche. «C'est avant tout un choix de vie familiale et une question d'organisation, notamment avec son ou sa partenaire.» Elle est convaincue que toutes les personnes candidates au Conseil fédéral auront longuement réfléchi avant de se présenter. «Il faut leur faire confiance. Si elles postulent, c'est qu'elles ont toutes les capacités de s'organiser de façon à assumer pleinement leur nouvelle fonction.»

La sénatrice neuchâteloise verte Céline Vara, elle-même jeune maman, partage le même avis. «Il est possible de concilier vie de famille et carrière professionnelle au sommet de l'Etat, comme nous le montrent la Finlande ou la Nouvelle-Zélande», juge la politicienne, en référence aux Premières Ministres Sana Marin et Jacinda Ardern. Elle insiste: «Il faudra que nous y arrivions un jour en Suisse, sinon nos conseillers fédéraux auront toujours les mêmes profils.»

Effectivement, jusqu'à présent, seule une minorité de conseillers fédéraux ont été élus alors qu'ils étaient jeunes parents. Alain Berset fait d'ailleurs partie des exceptions. Si Ueli Maurer est aussi père, ses six enfants étaient déjà adultes quand il a pris ses fonctions. Sur les sept membres du gouvernement actuel, cinq n'ont pas de progéniture. Karin Keller-Sutter avait d'ailleurs ouvertement fait savoir qu'elle ne se serait pas présentée en 2018 si elle avait été maman. «On ne peut pas tout avoir: trois enfants, un mandat

d'administratrice et une carrière politique», avait-elle déclaré en 2019. Rappelant à l'époque que ce constat valait pour tout le monde, pas seulement pour les femmes.

Les femmes comme les hommes

Une élue bernoise souligne en effet le risque de considérer la question différemment selon les genres. «La problématique est la même pour un jeune homme ou une jeune femme», défend-elle.

Ces dernières années, plusieurs hommes sont d'ailleurs sortis de course pour des raisons familiales. En octobre, le conseiller national schwytois Marcel Dettling déclarait que ses enfants étaient encore trop jeunes pour qu'il puisse se présenter à la succession d'Ueli Maurer.

En 2018, après avoir beaucoup échangé avec des politiciens, le sénateur soleurois Pirmin Bischof avait lui aussi renoncé à postuler au siège laissé vacant par Doris Leuthard, afin de pouvoir s'occuper de ses deux filles. «J'aurais dû faire trop de

compromis au détriment de ma famille».

Le PLR Andrea Caroni, père de deux enfants, avait aussi décliné l'invitation lors du départ de Johann Schneider-Ammann en 2018. Depuis, l'Appenzellois n'a pas changé d'avis. Pour lui, s'il est possible d'être à la fois parent et conseiller fédéral, la famille en paie forcément le prix. «On est conseiller fédéral et rien d'autre», a-t-il affirmé cette semaine au «Tages-Anzeiger». «Chaque minute passée avec son enfant est une minute durant laquelle vous ne gouvernez pas.»

Pour plusieurs parlementaires, la difficulté des conseillers fédéraux à concilier vie de famille et agenda gouvernemental montre qu'il est peut-être temps de redessiner la fonction. Coprésident du parti socialiste, Cédric Wermuth suggère par exemple de passer, à terme, de sept à neuf conseillers fédéraux. Mais une éventuelle modification de la formule magique prendra du temps. L'élection, elle, n'attendra pas. Elle se tiendra le 7 décembre prochain.

«Ce serait un suicide d'abîmer les derniers espaces naturels»

ENVIRONNEMENT Des dizaines de scientifiques suisses ont publié une lettre ouverte pour protéger la biodiversité.

Lundi, au lendemain du lancement de la COP27, 86 scientifiques de toute la Suisse ont publié un appel urgent au nom de la biodiversité. Leur crainte: que celle-ci soit sacrifiée sur l'autel de la transition énergétique.

Alors que le contre-projet à l'initiative sur la biodiversité sera traité aujourd'hui à la commission de l'environnement du Conseil des Etats, ces spécialistes espèrent que leur

expertise sera prise en compte dans les débats. Antoine Guisan, biologiste à l'Université de Lausanne et initiateur de cet appel collectif, affirme que détruire la biodiversité revient à nous tirer une balle dans le pied. Interview.

Pourquoi lancer cet appel maintenant?

On sait depuis trente ans qu'on doit faire une transition énergétique pour protéger l'envi-

ronnement. Cependant, nous avons longtemps attendu, surtout en Suisse. Et maintenant, face au risque de pénurie énergétique, certaines des personnes qui ont bloqué cette transition veulent qu'elle se fasse dans l'urgence et proposent des solutions déraisonnables.

Lesquelles?

Par exemple les projets de parcs solaires géants en montagne, qui se feraient sur des écosystè-



Antoine Guisan SP

mes naturels encore préservés. Ces derniers sont pourtant nos meilleurs moyens de défense face au dérèglement climatique, car ils contribuent de manière importante au stockage du carbone et à la régulation du climat. Endommager nos milieux naturels revient donc à scier la branche sur laquelle nous sommes assis! En les détruisant, nous contribuerions paradoxalement à augmenter le réchauffement climatique.

Les projets solaires ou éoliens ne peuvent-ils pas être compensés par des mesures de restauration de milieux naturels?

Il est clair que ce genre de compromis risque d'être proposé. Mais une restauration prend du temps. Il faut des décennies pour qu'un écosystème se rapproche de son état initial et devienne à nouveau un puits de carbone. La seule chose à faire actuellement, c'est de geler la destruction des derniers espaces naturels. Ce serait un suicide de continuer à les abîmer.

A-t-on vraiment le choix, si l'on veut se passer des énergies fossiles polluantes?

Bien sûr. Les chiffres de la Confédération montrent qu'on pourrait couvrir 110% de nos besoins énergétiques en couvrant de panneaux solaires les

bâtiments existants, et plus encore en couvrant les routes et les barrages. Nous n'avons aucunement besoin de détruire davantage d'écosystèmes.

Quels sont les risques encourus par les humains en cas de perte de la biodiversité?

Nous dépendons entièrement d'elle! La nature nous rend des services, dit «écosystémiques», qui ne sont pas juste utiles ou agréables, mais indispensables pour l'homme. Les forêts, les micro-organismes ou les insectes nous fournissent des matériaux, de la nourriture, purifient notre air, régénèrent les sols. Notre climat, celui qui nous permet de respirer, n'existe que grâce aux écosystèmes naturels. Sans ces derniers, la vie sur terre deviendrait insupportable. LENA WÜRGLER